



Déclaration UNSA Education 64 au CTSD du lundi 10 octobre 2016.

La rentrée 2016 est marquée par la mise en place de **la réforme du collège**.

Force est de constater que la grande majorité des collègues ont courageusement pris à bras le corps cette réforme, s'y sont lourdement investis pour qu'à cette rentrée, EPI et AP puissent fonctionner dans leur établissement. Il serait opportun que le ministère reconnaisse cet engagement qui se poursuivra cette année et les prochaines années scolaires.

Dans notre département, des moyens supplémentaires ont bien été mis en place. En effet, malgré une baisse de 242 élèves par rapport à la rentrée 2015, la DGH départementale collège a augmenté de 53 heures. Cette marge supplémentaire accordée aux collèges a permis de mettre en place des groupes ou des dédoublements dans de nombreuses disciplines : lettres, maths, langues vivantes, sciences, technologie... Dans certains collèges, le choix de garder des heures pour de la co-intervention a aussi été fait.

Le conseil école-collège va exister plus concrètement cette année. Pour cela, les IEN et les chefs d'établissement doivent donner des moyens réels aux équipes pour se rencontrer et créer une véritable dynamique de réseau comme celle qu'ont réussi à créer les coordinateurs REP et REP+. Ce conseil est primordial pour mettre en place les nouveaux programmes de cycle et organiser des progressions communes.

Le nouveau cycle 3 au cœur de la liaison école-collège avec les classes de CM1, CM2 et 6ème doit être mis en place à la rentrée 2016. L'UNSA Education rappelle son soutien à la création d'un cycle commun école-collège et restera vigilante sur l'efficacité de ces journées de formation. L'UNSA Education souhaite connaître les modalités d'organisation et les contenus prévus de ces temps de formations communs aux enseignants du 1^{er} et du 2nd degré de notre département.

L'UNSA Education souhaite maintenant attirer l'attention sur 3 établissements :

Collège Camus Bayonne : Cet établissement a connu à la rentrée une arrivée d'enfants non francophones et il semble que cela ait de fortes chances de se poursuivre. Monsieur Le Directeur Académique, avez-vous envisagé un renforcement de l'équipe éducative dans cet établissement ?

Pour l'UNSA Education, il est grand temps d'ouvrir officiellement une UPE2A (Unité Pédagogique pour Elèves Allophones Arrivant) sur cet établissement.

Collège Clermont : Il nous semble qu'une politique d'évitement est en train de se mettre en place sur cet établissement. Depuis 2013, cet établissement a perdu environ 16% de son effectif collège classe ordinaire. Nous ne constatons pas le même phénomène sur les autres établissements palois. Pour L'UNSA éducation, il est impératif de se pencher sur ce problème avant que l'histoire du collège Jean Monnet ne se répète.

Dès à présent l'UNSA Education demande qu'on accorde à cet établissement une dotation horaire supplémentaire pour permettre un accompagnement éducatif.

Collèges Chantaco et Ravel St Jean de Luz : Sur ces établissements, l'évolution des effectifs nous questionne. Ne faudrait-il pas envisager une modification des secteurs de ces 2 établissements ?

Depuis deux rentrées, les effectifs constatés en **SEGPA** sont supérieurs aux effectifs prévus. Si l'UNSA Education accueille favorablement cette augmentation, nous tenons à pointer les situations de **Biarritz Rostand** et **Oloron Derême** dont les classes 6°/5° comptent plus de 17 élèves. Ces deux sections ont subi une fermeture de division à la rentrée 2014 et sont loin de fonctionner aujourd'hui dans des conditions acceptables.

Concernant les effectifs en lycées, les documents que vous nous avez fournis sont beaucoup trop globalisés. Nous demandons que le nombre de classes par niveau et section nous soient communiqués. Combien de divisions supplémentaires ont été ouvertes en classe de seconde ? De nombreux collègues nous ont alerté sur des classes chargées dépassant parfois les 36 élèves.

La sous-évaluation des effectifs des lycées a eu cette année des conséquences jusqu'à la rentrée. Un certain nombre de chefs d'établissement ont eu l'impression de tourner dans le film : « Un jour sans fin ».

Pour les Lycées Professionnels, les effectifs restent relativement stables. Dès à présent, les premières réunions sur la carte des formations ont commencé et l'UNSA Education se félicite de l'ouverture de 15 BTS dont 9 en Lycées professionnels.

Vous nous parlez souvent Monsieur le Directeur Académique du « plafond de verre » pour un certain nombre de nos collégiens et lycéens. La politique d'ouverture

de BTS en LP est pour l'UNSA éducation une vraie chance donnée aux bacheliers pro de poursuivre une scolarité avec succès.

C'est pour cela aussi qu'au niveau départemental, nous nous interrogeons sur le fait qu'un seul BTS ouvre au Lycée Louis de Foix de Bayonne. Alors que chez nos voisins landais l'ouverture de 5 BTS est envisagée. **Manque-t-on d'ambition pour nos lycéens pro dans notre département ou « le plafond de verre » est-il trop lourd à soulever ?**

Pour le second degré, aujourd'hui à l'ordre du jour, nous faisons remarquer que nous avons demandé par courrier un certain nombre d'informations qui, à ce jour, ne nous ont pas été communiquées.

L'UNSA Education 64 regrette qu'un CTSD de bilan de rentrée dans le 1^{er} degré n'ait pu être réuni avant le CDEN de vendredi prochain. Non seulement le CTSD d'ajustement de carte scolaire ne permet pas d'avoir une vision précise de la situation dans toutes les écoles du département, mais la convention ruralité ayant été signée au mois de juillet dernier, la tenue d'un CTSD de bilan pour le 1^{er} degré aurait permis d'avoir une analyse sur les RPI mis en œuvre lors de cette rentrée 2016, ainsi qu'un bilan d'étape des projets de nouveaux RPI pour 2017.

L'UNSA Education 64 réitère sa demande d'un travail impliquant l'ensemble des partenaires sans oublier les enseignants concernés. Pour l'UNSA Education, **la convention ruralité** doit viser des objectifs définis en mettant en place de nouveaux RPI à taille humaine.

Parlons maintenant laïcité. Selon le pape, « les manuels français propagent un sournois endoctrinement à la théorie du genre ». Il s'agirait d'une « colonisation idéologique » pour changer les mentalités. Dans la droite ligne de la campagne de désinformation massive menée par les intégristes catholiques depuis plusieurs années, le pape reprend à son compte les mensonges du collectif Vigi-gender et de la Fondation Lejeune qui inondent les écoles de livrets imprimés sur papier glacé. Une polémique qui tombe à pic à quelques jours du rassemblement de la Manif pour tous prévue le 16 octobre.

Pour faire reculer les stéréotypes et les préjugés sexistes, l'UNSA Education estime qu'une éducation à la mixité et à l'égalité dès le plus jeune âge est essentielle. **L'UNSA Education souhaite rappeler son attachement à la laïcité** et s'opposera à toute tentative d'intrusion des religieux dans le contenu des programmes enseignés à l'école publique et laïque.

Enfin, au niveau départemental, nous venons de prendre connaissance de la parution sur le site de la Direction départementale du formulaire de demande de fonds

de soutien à la mise en place des activités périscolaires pour les écoles privées sous contrat.

Or ces écoles n'ont jamais été contraintes par l'aménagement du temps scolaire, et certaines d'entre elles en font même un « produit d'appel ». **L'UNSA Education dénonce une fois de plus ce détournement d'argent public vers des écoles privées.**